OMALY SY ANIO, n° 41-44, 1995-1996, pp. 167-182

LES INCIDENCES DE LA CAMPAGNE BRITANNIQUE (1942-1946) SUR LA VIE POLITIQUE A MADAGASCAR

par

Solofo RANDRIANJA

La période de l'occupation de Madagascar par les troupes britanniques et sud-africaines est relativement méconnue. Si les opérations militaires elles-mêmes ont fait l'objet de compte rendus (K.C.G., Dower, 1943, E. Mortimer, 1969, S. Rigge, 1980) relativement complets[1], par contre, les conséquences politiques de cette intervention n'ont pas encore été prospectées. Cet article se propose, après une brève description de cette guerre oubliée qui fit près de 400 morts, d'examiner ce qui ressemblait à une sorte de course au pouvoir laissé vacant par la défaite des autorités restées fidèles à Vichy. Course qui mit en compétition les occupants eux-mêmes avec le parti colonial animé sur place par les grandes familles de colons et d'hommes d'affaires discrètement soutenues par les Sud-Africains, la nouvelle génération de nationalistes malgaches et enfin les gaullistes. Ces derniers sortiront gagnants de la course, entente cordiale oblige et nonobstant leur force politique réelle sur place. Mais ils hériteront d'une situation complètement pourrie à laquelle ne pourront faire face ni leurs faibles moyens matériels, ni les fonctionnaires français sur place laminés par la corruption et un isolement de plusieurs années. Et cela dans le contexte d'un monde en train de changer rapidement.

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE TANANARIVE

Le pourrissement progressif de la situation politique, économique et sociale, la marginalisation progressive du mouvement d'émancipation malgache alors qu'une puissante vague mouvement de mécontentement social et une impatience certaine étaient perceptibles dès le début de la campagne britannique, expliquent pour partie l'inexorabilité de l'insurrection de 1947 et sa sévère répression qui causa un profond traumatisme dont les traces restèrent longtemps perceptibles.

1. Les violents combats pour la prise de Diégo-Suarez n'ont pas encore été traités comme ils le méritent, la résistance opposée par les tirailleurs africains de l'armée française a surpris les troupes britanniques qui y ont sans doute subi leurs plus lourdes pertes de toute la campagne de Madagascar comme en témoigne le "cimetière anglais" de Diégo-Suarez, devenu un lieu de pélérinage touristique.

1. La campagne de Madagascar, une guerre oubliée

Vers la fin des années trente, un écrivain polonais, Diedler Arkady, se rendit à Madagascar pour un séjour relativement long. Sa visite avait été précédée par une mission plus "lourde" et quasi officielle. Un livre[1] fut un des résultats tangibles de ces visites qui firent évidemment partie d'un ensemble plus vaste lié à l'immigration polonaise. L'Amérique du Sud dont le Brésil et le Pérou notamment, fut l'objet de telles prospections.

Dans le contexte de l'époque marquée par le ralliement des autorités françaises locales au gouvernement de Vichy, ces prospections alimentèrent de nombreuses rumeurs plus ou moins fondées. L'une des plus persistantes fut le projet prêté aux autorités locales de "vendre" sinon de céder Madagascar à l'Allemagne nazie afin que cette dernière puisse y déporter les Juifs dans l'optique de la "solution finale". Dès 1937, une partie du mouvement d'émancipation malgache critique ce projet[2].

En tous les cas, à Madagascar même, certains hauts responsables ne cachaient pas leurs sympathies pour le nazisme ou du moins pour sa version française. Un excès de zèle de l'administration dans ce sens commença à la fin des années trente[3]. Les franc-maçons, bien implantés à Madagascar, furent aussi inquiétés. Et quelques excités rejoignirent la Légion Des Volontaires Français dans sa croisade anticommuniste. Plusieurs associations fascisantes ont été créées[4].

Plus réelle fut sans doute l'imminence d'une invasion japonaise pour laquelle la Grande île représentait un intérêt stratégique non négligeable. Les Japonais auraient pu, en s'installant à Diégo-Suarez, par exemple, compromettre dangereusement les communications des Britanniques avec l'Egypte, l'Inde, la Perse et l'Afrique de l'Est[5]. Et en mai 1941, un sous marin japonais s'attaqua à des bateaux britanniques dans les environs de Diégo-Suarez. Aussi, le blocus maritime

---

1. Voir la bibliographie.
2. *Le prolétariat malgache* du 3 décembre 1937, "les Juifs à Madagascar". Le mouvement d'émancipation malgache, en particulier sa composante nationaliste n'était pas resté insensible à l'antisémitisme ambiant mais faut-il s'en étonner ?
3. Public Record Office (PRD) Foreign Office FO memo Mr Fone WR 31/3/41, Proposed Jewish settlement in Madagascar.
4. Les Jeunes Volontaires de la Révolution Nationale, patronnée par le Commissariat à la Jeunesse et aux Sports et placée sous l'autorité directe du Gouverneur général Cayla. L'association avait deux branches : la branche dite européenne comptait 137 jeunes filles et 115 garçons, tandis que la section malgache abritait 100 membres, ANSOM, Aix-en-Provence, Aff. Pol. Mad C 2412 d 4.
5. PRO Z 10639/13/17, année 1941. Rumoured Japanese intention to take the Island.

institué par les Britanniques en 1940, sitôt connues les sympathies vichystes des dirigeants de Madagascar, s'avéra insuffisant.

Ces diverses raisons décidèrent les stratèges militaires britanniques, à prendre le contrôle du port de Diégo-Suarez dans un premier temps puis à entreprendre la conquête de toute l'île à partir du 8 mai 1942. Une brève préparation à partir du continent, en Afrique de l'Est et en Afrique du Sud principalement[1] précéda les opérations. La conquête du seul port de Diégo-Suarez entreprise le 7 mai 1942 a été vite jugée insuffisante. "C'était comme si on comptait se prémunir de la fièvre typhoïde en négligeant la deuxième inoculation de rappel" (G. Dower, 1943 : 12), expliquera plus tard le correspondant de guerre officiel.

Apparemment les autorités britanniques craignaient une connivence des autorités locales avec les Japonais. Ils suspectaient ces dernières d'être capables de favoriser le débarquement japonais à Majunga et à Tamatave à partir desquels les Japonais auraient pu pénétrer à l'intérieur de l'Ile, construire des aéroports et confirmer leur avance vers l'Ouest.

Trois principales forces participèrent à l'assaut de Madagascar ; les troupes sud-africaines qui débarquèrent à Diégo-Suarez en même temps que, des hommes de troupe britanniques le 7 mai et qui vont être chargées d'occuper la partie nord de l'île, les East African Rifles (The King's African Rifles ou KAR) qui débarquèrent à Majunga le 10 septembre et qui vont poursuivre le Gouverneur Général A. Annet et ses partisans à Ambalavao, près de Fianarantsoa, dans le Sud de l'Ile, et enfin les troupes britanniques qui débarquèrent à Tamatave le 18 septembre. Les troupes sud-africaines atteignirent Sambava le 20 septembre et firent la jonction avec les KAR, à Antsohihy, le 22 septembre.

Le débarquement à Majunga se fit sans combats notables. Il faut dire que les avions de la Fleet Air Arm basés à Mayotte (Comores) conquis quelque temps auparavant, firent quelques vols préliminaires d'intimidation accompagnés de tirs sur des objectifs militaires. Des combats eurent lieu dans quelques rues de Majunga. Les civils semblent en avoir été exclus. Une dame française continua à faire ses courses pendant le débarquement (G. Dower, 1943 : 29), décrit le correspondant de guerre britannique pour mettre en valeur la facilité relative de l'opération.

En tout et pour tout, celle-ci aurait duré près de trois heures du premier au dernier tir (G. Dower, 1943 : 33). A la différence de ce qui s'était passé à Diégo-Suarez, la résistance française a été faible à Majunga. Les raisons en sont

1. PRO 1941 FO 371 28236, 28237, 28238, 28239, Conditions in Madagascar FO 371 31897 à 31907 "Proposed operations against Madagascar and eventual administration of the territory.

multiples : la garnison basée à Majunga était peu fournie et elle avait été en grande partie composée de Malgaches qui n'avaient pas montré la même détermination que les "Sénégalais" de Diégo-Suarez où les combats ont été autrement plus meurtriers. Et enfin, Majunga était un point mineur. Les autorités locales ne semblaient pas s'être attendu à ce que les Alliées lui accordent une telle importance. A leur réveil, les Majungais constatèrent que des bateaux britanniques, arrivés à minuit, étaient en rade et se préparaient à débarquer des troupes.

Les KAR, eux, s'étaient principalement distingués par les distances parcourues à la poursuite du Gouverneur Général Annet. Les soldats étaient en majorité originaires du Kenya, de l'Ouganda et du Tanganyika. Qualifiés à tort, par les Français de Madagascar de Zoulous et par les Britanniques d'Askaris, ils étaient l'équivalent des Sénégalais de l'armée française et venaient de coins disparates de l'Afrique de l'Est britannique. Détenteurs d'un record car ils avaient réussi à parcourir près de 250 kilomètres en une seule journée de marche lorsqu'ils s'étaient emparé d'Addis Abbeba (Ethiopie), ils s'étaient distingués dans la campagne de Madagascar en couvrant 612 kilomètres en moins de 15 jours à la moyenne de 37 kilomètres par jour. Leur problème n'était pas tant de rattraper le Gouverneur général Annet et ses partisans dont le sort était, militairement parlant, réglé depuis longtemps, que d'avancer le plus vite possible pour empêcher les Vichystes de détruire les ponts dans leur retraite en particulier les deux plus importants sur l'axe reliant Tananarive à Majunga. C'est ainsi que le pont du Kamoro fut retrouvé intact tandis que celui du Betsiboka avait été dynamité. Ce dernier cependant resta praticable mais nécessita une réfection totale après les hostilités.

Cinq engagements eurent lieu entre Majunga et Tananarive. D'après K.G. Dower (1943 : 40), les deux plus sérieux furent ceux d'Andriba et de Mahitsy. A Mahitsy, un bataillon entier fut engagé, côté britannique, dans une bataille qui dura près de deux jours ; et à Andriba, une compagnie fut nécessaire pour réduire la résistance des loyalistes, comme se faisaient appeler les partisans de Vichy à l'époque. A Andriba, on en vint au corps à corps, un officier britannique et quatre Askaris furent tués.

Quant au troisième théâtre des opérations, celui dans lequel étaient engagés les Sud-Africains, chargés du contrôle du Nord de Madagascar, il semblerait que là aussi, l'on ait été en présence de petites escarmouches. Les raisons en sont multiples : Diégo-Suarez était la seule agglomération d'une certaine importance stratégique et les Sud-Africains ne devaient pas monter jusqu'à Tananarive ; la partie nord de Madagascar n'avait pas été considérée par les loyalistes comme une zone stratégique. Cette région, en temps de paix, produisait cependant une grande partie des produits de rapport mais durant les années de blocus, elle avait considérablement réduit ses activités, ce qui explique en partie le faible intérêt que lui accordaient les loyalistes. Ces derniers vont alors se contenter, là aussi, de

détruire les ponts, de creuser des trous et d'élever des murs à travers les routes dans l'espoirt de stopper l'avance des troupes sud-africaines.

Les Sud-Africains s'étaient ainsi transformés en entrepreneurs des travaux publics. Ils durent en effet reconstruire près de deux cents ponts sur les quatre cents (sur près de trois cents kilomètres), ce qui ralentit leur avance car ils mirent près de 10 jours à parcourir cette distance entre le 10 et le 19 septembre. Les Sud-Africains tentèrent à plusieurs reprises de négocier avec la partie française qui détruisait les ponts, mais ce fut en vain. Un ultime engagement, après d'infructueuses discussions, eut raison des velleités des loyalistes de résister.

La situation était différente sur le front oriental où résidait une des plus importantes communautés françaises de l'Ile. Des négociations secrètes avaient été engagées et leurs rebondissements alimentèrent diverses rumeurs. Le Gouverneur Général A. Annet semblait indécis et attendait des directives de Vichy qui avait, à l'époque, d'autres chats à fouetter. Finalement les Britanniques prirent l'initiative de prendre le port de Tamatave par la force devant les tergiversations des autorités locales. Le port de Tamatave semblait s'être préparé à une éventuelle attaque par la mer. Mais là aussi, les autorités administratives et politiques loyalistes semblaient avoir été largement isolées. La population tamatavienne avait accroché des drapeaux blancs aux fenêtres dans l'espoir de ne pas recevoir des balles perdues. Mais le chef de région refusa de se rendre après les sommations d'usage et les Britanniques se résignèrent à bombarder Tamatave qui en avait connu d'autres depuis le XIXe siècle.

Après trois minutes de bombardement, le drapeau blanc fit son apparition sur la Résidence. Le correspondant de guerre britannique qui couvrit l'opération résuma ainsi la prise de la ville non sans une pointe d'humour (noir) involontaire : *"Tamatave was ours for the loss of no British, no french and very few native lives"*.

La prise de Tamatave a moins marqué la ville que le blocus dont les conséquences sur la vie de la population seront une des causes de l'insurrection de 1947 dont cette zone fut le théâtre. En effet, la plupart des boutiques étaient complètement vide à tel point que le correspondant de guerre britannique ne put s'empêcher de s'interroger : "*What is the good of capturing a place when it has nothing in it ?*" (S. Dower, 1943 : 63). De Tamatave, les troupes britanniques avancèrent vers l'intérieur des terres grâce notamment à la capture d'un train entier qui était entré en gare pratiquement pendant les opérations de débarquement. L'objectif était de s'emparer de Tananarive. Les loyalistes détruisirent évidemment ponts et voies ferrées reliant Tananarive à Tamatave à la grande admiration du correspondant de guerre britannique, fidèle à son humour. Les saboteurs procédèrent, en effet, plus efficacement que le long de l'axe ouest menant à Tananarive.

"In contrast to the fiasco of the Betsiboka bridge, these demolitions had been planned in such a way as to preserve a perfect balance between military and financial considerations, between common-sense loyalty to Vichy and common-sense loyalty to sense" (G. Dower, 1943 : 66).

Ce qui n'empêchera pas les reconstructeurs, quelques petites années plus tard, de recourir à l'ancien système des travaux forcés pour rebâtir ces ponts en un temps record. La réfection du pont de la Betsiboka, saboté peu efficacement car resté praticable, a pris onze mois entre avril 1943 et mars 1944. Rien qu'en 1943, 3 800 000 journées de travaux forcés furent nécessaires et près de trente mille personnes furent mobilisées. Sa construction avait nécessité près de cinq ans. Exemples parmi d'autres illustrant l'irrationalité de cette guerre dont la population malgache supportera les conséquences. L'insurrection de 1947 s'explique en partie par ces conséquences de la guerre.

Les troupes britanniques purent remonter vers Tananarive après avoir résolu sans grande peine ces problèmes de logistique et affronté quelques escarmouches. Et comme lors de la campagne française à la fin du XIXe siècle, la prise de Tananarive fut pratiquement une formalité. Cependant, il faut mentionner le fait que les soldats "sénégalais" constituèrent l'élément le plus combatif parmi les partisans d'Annet. L'explication en est simple. Loin de chez eux, ces Africains restaient tributaires des officiers français qui les commandaient. Ils avaient tendance à s'identifier à l'institution à laquelle ils appartenaient et de laquelle ils dépendaient. A la différence des Malgaches qui pouvaient s'enfuir et rentrer chez eux, les soldats africains se trouvaient dans un milieu qui leur était étranger. Rares parmi eux décidèrent de déserter et certains furent hébergés par les Malgaches[1].

La décision des autorités loyalistes de s'enfuir vers le Sud qui n'avait aucune importance stratégique, avait été motivée par un sens de l'honneur déplacé et avait rallongé inutilement la durée de la campagne. Le Gouverneur Général de l'époque A. Annet s'expliquera plus tard sur cette initiative (A. Annet, 1952) en faisant valoir le principe de la loyauté républicaine. Loyauté qui soit dit en passant coûta la vie à quelque quatre cents personnes.

Non sans humour, les Britanniques interprétèrent de la sorte cette particulière conception de l'honneur et du loyalisme qui consistait principalement à fuir et à opposer une résistance par procuration en utilisant des soldats africains commandés certes par des Vichystes aux convictions versatiles :

"Hence the extraordinary manifestations of loyalty to this or that fantastic principle made the Madagascar campaign a satirist's delight. During these weeks

1. Bernardin Radaniarison : *Sambeka Georges, témoin de son temps*, mini-mémoire de maîtrise, Université de Tamatave, 1990, 20 p. dactylogr.

"honour stories" were as common as varied and as entertaining as were Italian surrender stories during the Ethiopian campaign. The best and most Gilbert and Sullivan of all was the story of the high official who burst into tears because he could find no one who wanted to arrest him" (G. Dower, 1943 : 87).

La capture d'A. Annet ne fut plus qu'une question de jours après la prise de Tananarive. Plusieurs centaines de soldats malgaches désertaient et se rendaient aux troupes britanniques refusant de suivre A. Annet dans sa retraite vers le Sud. Il est tentant de faire des comparaisons avec la campagne française près d'un demi-siècle plus tôt quand les soldats du Royaume de Madagascar avaient abandonné leurs chefs et les rangs d'une armée famélique au service d'un régime agonisant et miné de l'intérieur.

Des débarquements par voie maritime à divers ports du Sud stoppa la retraite d'A. Annet qui aura duré près de deux mois depuis le débarquement à Majunga. La réddition du carré vichyste fut signée à Ambalavao le 6 novembre 1942. Les véritables problèmes qui se posèrent aux nouveaux occupants étaient à venir. Ils étaient à la fois d'ordre économique et politique. Comment exiger des Malgaches un effort de guerre alors qu'ils étaient au bord de l'épuisement total[1] à la suite du blocus mais aussi du fait de la nature même de l'économie coloniale ? Aux effets bien connus de l'économie coloniale s'ajoutèrent les exigences de l'économie de guerre et d'autarcie (François, 1943 : 4). Comment combler la vacance du pouvoir à Madagascar sans froisser la susceptibilité des alliés français et sans déclencher une crise sociale grave ?

La guerre avait aggravé la nature anachronique et anarchique du système politique et économique en cours à Madagascar. La faible résistance des autorités françaises peut être interprétée comme l'expression de la déliquescence de l'Etat colonial aggravée par les effets du blocus. Le système colonial n'apparaissait plus comme un tout homogène. L'empire français dans son ensemble était menacé sinon nécessitait une totale réorganisation ainsi qu'en témoignent les nombreuses conférences sur les colonies, tenues alors même que la guerre n'était pas terminée. L'histoire a retenu la conférence de Brazzaville mais de nombreux autres projets avaient circulé sous le manteau (inter alii. A. Lebrouquère, 1946 : 477-482).

A Madagascar même, le vide causé par la défaite des loyalistes amorça de sourdes stratégies pour contrôler le pouvoir. Des partisans déclarés de De Gaulle entraient en compétition avec les pro-Africains du Sud qui tentaient d'animer, pour un certain nombre d'entre eux, un mouvement sécessionniste. Et enfin, les Malgaches apparaissaient, dans les documents administratifs britanniques et français du moins, plutôt comme des spectateurs. Le mouvement d'émancipation n'en

1. Avant la guerre, l'excédent de naissances sur les décès avait été en moyenne de 36 000 par an, en 1944, les décès excédèrent les naissances de 25 000.

continuait pas moins de se développer. Il régnait, sans doute durant cette période, une ambiance de fin de règne à l'image de ces soldats malgaches qui s'empressaient de rentrer chez eux pour troquer leurs uniformes contre des vêtements civils. La campagne militaire britannique fut relativement facile et brève. Elle avait été menée par des troupes bien équipées et aguerries qui avaient notamment participé à la campagne d'Ethiopie. Le plus difficile était à venir en fait. Les Britanniques devaient, en effet, régler le sort politique de Madagascar après la défaite des Vichystes et nombreuses furent les forces sociales et politiques qui tentèrent leur chance en se plaçant dans la course au pouvoir.

2. Les Français de Madagascar

En arrivant à Madagascar, les Britanniques avaient été d'abord surpris par la faible résistance des autorités locales (sauf dans le cas de Diégo-Suarez) mais aussi par une certaine sympathie. Dans les principales librairies de Tananarive, les brochures de propagande britanniques figuraient en bonne place. La BBC était écoutée malgré le risque de se faire attraper, ce qui coûtait une amende de 10 000 francs et la confiscation de l'appareil de réception.

De nombreux hommes d'affaires de Madagascar, français en particulier, accueillirent avec un certain entrain l'arrivée des Britanniques. En effet, la situation politique de la France à partir de 1940, perturba ses relations avec son empire colonial et dans le cas précis de Madagascar, le blocus britannique accentua le relâchement des liens avec la métropole. Aussi, les relations économiques de Madagascar avec d'autres parties du monde, en particulier l'Afrique du Sud avaient tendance à augmenter. Les échanges entre l'Afrique du Sud et Madagascar "en 1943 et en 1944, constituèrent respectivement 15 % et 25 % du commerce extérieur de Madagascar"[1] pour régresser de moitié à la fin de la guerre. Certains hommes d'affaires de Madagascar découvrirent ainsi leur poids et le modèle ségrégationniste sud-africain, qui n'était pas encore officialisé mais qui était déjà largement en place, ne leur était pas du tout inconnu[2].

Dans un rapport daté du 22 mai 1947[3], les services de police français constatèrent l'existence de deux tendances au sein de la grande colonisation. La première était franchement en faveur d'une mainmise anglo-saxonne sur le pays. Cette tendance ne concernait cependant qu'une faible partie de ce milieu. La deuxième tendance, regroupée dans la Ligue de Défense des Intérêts franco-malgaches, était favorable au principe de la souveraineté française affublée d'une très large autonomie administrative et financière de Madagascar dont elle espérait

1. *L'Avenir de Madagascar*, n° 11, 12 avril 1946, cité par L. Rabearimanana, in D. Bach (dir) 1992,164.
2. Contrairement à ce qu'avancent L. Rabearimanana et J. Fremigacci, in D. Bach (dir.), 1992, *op. cit.*
3. ANSOM Aix-en-Provence, Aff. pol. C 2100.

évidemment contrôler les institutions. Parmi les membres influents de cette Ligue, l'on peut citer Dupont, le directeur de la Banque de Madagascar ; Duprat, le directeur du Crédit Foncier de Madagascar ; Romain, un industriel conseiller de la République ; Sicard, un célèbre avocat sur la place de Tananarive ; Duveau, le député de la seconde circonscription ; Bouteille, un administrateur, etc. L'association disposait de près de 300 millions de francs dans sa caisse. Selon les mêmes sources policières, une sorte de groupement plus ou moins occulte et violent dont le secrétaire général était Bouteille, et qui se faisait intituler Groupement d'Intérêt, se proposait "de conserver une situation suffisamment trouble à Madagascar pour permettre... (au groupement) d'arriver à ses fins". Ces fins étaient cependant peu claires. Elles consistaient pour certaines personnalités à mettre Madagascar sous tutelle de la Grande Bretagne, de l'Afrique du Sud et des Etats-Unis. Pour d'autres, il s'agissait d'obtenir de la part de la métropole, une très large autonomie. En tous les cas, le modèle segrégationniste sud-africain constituait un idéal, point commun à la plupart de leurs projets politiques. Le modèle segrégationniste sud-africain de toutes les manières n'est pas un modèle spécifique mais le produit logique de toute situation coloniale et il n'est pas étonnant que ledit modèle (si modèle, il y avait réellement) qui fonctionnait déjà à Madagascar ne demandait qu'à être formalisé comme il le fut en Afrique du Sud à partir de 1948.

Par contre, les fonctionnaires étaient moins enthousiastes et s'engageaient, pour bon nombre, dans une *frigid cooperation* (G. Dower, 1943 : 87). Le rapport de 17 pages du consulat britannique, daté du 22 décembre 1943[1], s'inquiétait même d'un mouvement anti-britannique qui se faisait jour dans les milieux "européens" :

"The attitude towards ourselves of the French public in Tananarive and other urban centers has definetely deteriorated and in some quarters has hardened into something like animosity".

Le résultat fut un *"coolness towards UK and USA which approaches xenophobia"*. Cette animosité se transforma à certains moments en véritables agressions. En mai 1946, un rapport de Foreign Office[2] fit état de l'incendie volontaire de la voiture d'un missionnaire anglais. Un tract en "french creole" laissé sur place, demandait l'éviction des missionnaires et de la mission militaire britanniques. Mais pouvait-il en être autrement dans une zone où la légitimation des dirigeants était liée à des facteur extérieurs ? Or la France des années 40 était foncièrement divisée et les divisions qui affectaient la Métropole se répercutaient à Madagascar. Le correspondant britannique qui couvrit la campagne de Madagascar décrivit ainsi l'état de l'administrateur français moyen (G. Dower, 1943, 87) :

1. PRO, FO 371 42213.
2. PRO, FO 317 60126.

"Certainly none of the officials loved Japanese, certainly most of them hated the Germans and ignored Italians, but quite a number disliked the British too. My personnal belief is that they had been so torn during the last two years by a combination of emotions and self interests that they had ceased to have any desire except to keep out of trouble. And it was by no means easy to pick the logical way out of trouble if you were a Vichy official, with a salary that recently had been greatly increased by Petain, with a pension to be cut off in France, with relatives to be victimised, with the British on your doorstep, with a de Gaullist government probably... in the offing...".

Qu'en est-il de ces Gaullistes et de cette résistance à Madagascar ? L'on pourrait supposer qu'elle ait été d'une quelconque importance du fait de l'existence des Français démocrates qui ont depuis au moins la fin de la Première Guerre mondiale, apporté, d'une manière ou d'une autre, leur soutien au mouvement d'émancipation malgache (S. Randrianja, 1989). De Londres en tous les cas, les Gaullistes voyaient de la sorte la situation à Madagascar d'après un document daté du 16 octobre 1940[1] :

"Le ralliement de Madagascar et de la Réunion est notre but final mais non immédiat... Il faut (y) créer une situation telle que la colonie en arrive à se rebeller contre Vichy".

Cependant, les Gaullistes restaient sceptiques quant à un éventuel ralliement des fonctionnaires français à Madagascar à leurs vues[2] :

"Le fait le plus important réside... dans la réticence de Paris qui met les dirigeants dans les pays d'Outre-mer dans une position délicate. Le gouvernement français, le Parlement français n'ont jamais commencé, pour des raisons inconcevables, à jeter les bases de cette Union Française dont on se gargarise depuis un certain temps. Les événements sanglants en Indochine auraient pu... amener les pouvoirs publics à réaliser la situation confuse dans laquelle se débattent les territoires dépendants. Les autochtones sont impatients, on assiste à ce geste douloureux unique dans l'histoire de ce peuple... qui s'est replié sur lui-même".

A Madagascar, une certaine partie de l'administration coloniale avait même fait du zèle en faveur du fascisme[3]. Le gouverneur Général L. Cayla, prédécesseur d'A. Annet, reconduit en 1940, avait commencé à former des milices qu'il habilla en

1. ANSOM Aix-en-Provence, Mad C 2413 D 2.
2. ANSOM Aix-en-Provence, Mad C 3257.
3. PRO 190, *Probritish officials including ex Governor forced to return to France* C 12310/7327/17. *Replacement by supporters of Marechal Petain* C 12310/7327/17, measures taken against supporters of General De Gaulle C 19487/7327/7.

vert de gris[1]. Des mesures contre les Juifs et les Francs-maçons furent entreprises à la suite de l'application de nombreuses lois métropolitaines. Le Consulat britannique à Tananarive fut même menacé de fermeture[2]. Pour la majorité de la population, il était risqué d'écouter les émissions de la BBC et les espions étaient nombreux dans un pays où le système policier semblait être resté la seule institution qui gardait une efficacité redoutable, comme le souligne le correspondant de guerre britannique :

"In addition... to the penalties for listening to the BBC, the employment of political spies, including native spies coupled with savage sentences not merely for political crimes but even for political opinions made life in Madagascar no joke at all". (G. Dower, 1943, 89).

Ainsi, le délit d'opinion tant dénoncé par les militants du mouvement d'émancipation malgache avant la guerre n'était plus réservé aux seuls Malgaches et aux quelques Français anticolonialistes comme dans les années trente à l'initiative du même Gouverneur Général L. Cayla.

Il semble qu'ici et là, des petits groupes de résistants se soient constitués plus ou moins soutenus de Londres par les Gaullistes et les Britanniques[3]. Une association de la France Combattante tenta de les fédérer en juin 1942. Une "Radio Tananarive Libre" émit brièvement[4]. Cette association s'occupa surtout à cacher hors de Tananarive, de jeunes Français mobilisés par les Vichystes. Un mini-complot fut découvert dans l'armée après que le colonel Parys eut tenté, vers septembre 1941, de rallier avec des militaires des Forces Françaises Libres.

Les personnalités, membres de cette association, cherchèrent à se mettre en bonne place dans la course au pouvoir. Pour écarter le groupe tardivement rallié au gaullisme, il faut le dire, les responsables londoniens tentèrent de faire représenter Madagascar par De Villèle, délégué de La Réunion à l'Assemblée Consultative sise à Alger. Les protestations qui s'élèvèrent de Madagascar les firent changer d'avis et ce fut le personnage douteux de Girot, président de l'association qui fut désigné en octobre 1943 comme représentant de Madagascar et ce, après moults tractations et déchirements au sein de l'Association, ce qui entama définitivement le peu de crédibilité qu'on pouvait lui attribuer. Loin de la métropole et hors de tout contrôle, l'association exagérait son importance et ses véritables réalisations (Ministère de l'Information, Direction des Informations, 1945 : 9).

---

1. ANSOM Aix-en-Provence, Aff. Pol. C 2413 D 1.
2. *Consul warned by local authorities against participation in pro british activities*, PRO, FO C 9818/9/17.
3. *British steps to encourage Free French Movement, question of attitude of Union of South Africa Government*, PRO, FO 9957/C/10467/7227/17.
4. ANSOM Aix-en-Provence, Aff. Pol. C 2413 D 1.

Le 2 décembre 1942, lorsque le Général Legentilhomme fut nommé Haut Commissaire pour l'océan Indien, il s'empressa de mettre en sommeil les activités de l'Association de la France Combattante à Madagascar, en partie à la requête des Britanniques. En effet, le 24 novembre 1942[1] dans une lettre aux propos assez directs, son vis-à-vis britannique répondit de la sorte à une prudente requête des gaullistes de Londres d'accorder quelque crédit aux exigences des "résistants" de Madagascar :

"Je refuse de prendre en considération l'importance des partisans déclarés de la France combattante à Madagascar. Ceux-ci ne représentent pas... Les éléments les plus nécessaires à la continuité de la vie politique et administrative".

Cette mise à l'écart des " résistants "avait été jugée nécessaire par les Britanniques "pour ne pas s'aliéner des collaborateurs indispensables "[2]. En 1944, le Gouverneur Général de Saint Mart qualifia les membres de l'Association de la France Combattante, de " professionnels du marché noir "[3]. Les épurations exigées par certains, comme en métropole, ne visaient, semble-t-il, qu'à éliminer de la course au pouvoir certaines factions et n'avaient rien à voir avec les enjeux de la guerre. Les guallistes désiraient éliminer leurs concurrents et les partisans du mouvement d'émancipation dénonçaient comme avant la guerre. Les opérations d'épuration furent très rapidement suspendues, sans jamais avoir été amorcées.

3. Les Malgaches

Côté malgache, l'arrivée des troupes britanniques fut accueillie sans animosité et sans doute avec un certain espoir, en particulier du côté du mouvement d'émancipation. La population a souffert du blocus qui a surtout profité à ceux qui se sont livré au marché noir et à la contrebande. Les commerçants indiens et chinois investirent en grande masse dans les opérations immobilières les capitaux qu'ils ne pouvaient plus utiliser ailleurs à cause des hostilités. En 1941, dans la région de Tamatave et de Majunga, la grosse majorité des ventes d'immeubles urbains et ruraux eurent lieu au profit de cette partie de la population de Madagascar que les rapports administratifs qualifient d'étrangers[4].

Tous les indicateurs statistiques officiels étaient au rouge. La production ne tournait plus au ralenti mais était quasiment inexistante. Dans les campagnes, la situation était particulièrement alarmante. Les autorités loyalistes furent évidemment tentées de mettre sur le dos de l'occupation britannique les effets d'une

1. *Ibid.*
2. *Ibid*
3. *Ibid*
4. ANSOM Aix-en-Provence, Aff. Pol. C 2414.

crise sociale, économique et politique très grave qui remonte largement avant la guerre :

"Quant à la population indigène, son attitude n'a pas toujours et partout été correcte... Elle n'a pas fait preuve d'hostilité marquée envers la France... La présence d'une armée étrangère a été pour les éléments douteux l'occasion de manifester leurs véritables sentiments... (Ces) éléments (ont) cru le moment venu de donner libre cours à leur instincts de rébellion et de pillage... Des bandes se forment qui incendient les boutiques des Chinois, les maisons des colons qu'ils mettent au pillage... Il est encore trop tôt pour discerner les raisons de ce mouvement anti-français"[1].

Une partie du monde rural semble, en tous les cas, avoir perçu très tôt l'enjeu de l'occupation britannique et son corollaire : la défaite de la France. Un monde se terminait pour eux, même si les Britanniques, le correspondant de guerre G. Dower, ne prirent pas l'exacte mesure de certains phénomènes comme le développement du banditisme qui sévissait sur la côte Est, dans le Sud et dans la partie occidentale de l'île. Phénomène récurrent lors des périodes d'instabilité politique.

BIBLIOTHEQUE MALGACHE

"I got a telegram from the Chief at Masomeloka, which announced that the district was in revolt, under a kind of bandit who had threatened to kill the Chief des Gendarmes and had certainly applied fire to the Chef de Canton's fest... There was nothing pro-british or political about this revolt. The tribes are wild and wooly, anyway, and they thought that all forms of government had come to an end. They had also drunk a good deal too much "betsibetsa" (sic) *— an intoxicating stuff made of honey* (sic)" (G. Dower, 1943, 97).

Le phénomène de banditisme ira en s'amplifiant puisqu'à la veille de l'insurrection de 1947, plusieurs régions étaient pratiquement sous la coupe réglée de véritables bandes à un tel point qu'au moment de l'insurrection, dans certaines zones, la population n'arrivait plus à distinguer les rebelles des bandits d'où la confusion entre les *Marosaloky* et les bandits dans la région de Fénérive Est, par exemple. A Ihosy, une bande de voleurs dévalisèrent les bureaux du percepteur le 5 mars 1947 ; un mois plus tôt à Ranohira, dans la province de Fianarantsoa, 40 bandits attaquèrent le poste militaire local et s'emparèrent des armes à feu, etc.[2].

L'extrême pauvreté, le relâchement de l'autorité administrative et les années de "marché noir" dues au blocus britannique[3] avaient évidemment favorisé

1. ARM IID 52, exécutif législatif 1942.
2. ANSOM Aix-en-Provence, Aff. Pol. C 3257 D 5.
3. *Economic position, danger of inflation, situation brought up by the policy of the former Vichy administration and the British blockade*, année 1942, PRO, FO 40283/126/7

l'extension du banditisme. Il était facile pour les militants du mouvement d'émancipation d'exploiter à son profit une telle situation sociale explosive. Et ce d'autant plus qu'ils n'avaient pas baissé les bras pendant la période du blocus et ce, malgré le fait que le principal groupement, le Parti Communiste de la Région de Madagascar, qui a réussi à rassembler à partir de 1936 toutes les sensibilités du mouvement, ait été dissous en septembre 1939. Des réseaux de militance continuaient à fonctionner et l'on peut même parler d'un début de renouvellement du personnel politique.

Le vieux Paul Dussac, fondateur du parti, qui décéda dans la pauvreté à Paris en 1938 et son compère Jean Ralaimongo, atteint de sénilité, furent assez vite relayés. Ainsi en décembre 1940, des bulletins d'adhésion au Parti continuaient à circuler comme ces onze découvertes par la police à Hyères dans le Var et adressés de Madagascar. Des projets circulaient dans les milieux des intellectuels (inter alii G. Ramonja, 1946 : 10 ; J. Ravoahangy, 1946 : 20). Cette fraction du mouvement d'émancipation motivée par le nationalisme va tenter très tôt d'opposer les Britanniques aux autorités françaises. Dans un tel jeu, la direction du mouvement était évidemment un des enjeux principaux. Le vieillissant pasteur Ravelojaona, élu en 1939, représentant de Madagascar au Conseil Supérieur des Colonies, et surnommé le "Pape du nationalisme", essaya de tirer son épingle du jeu en choisissant le camp français :

"Les Malgaches souffrent déjà beaucoup matériellement et moralement des méfaits et violences des soldats africains de l'armée britannique. Ils se trouvent réellement entre le marteau et l'enclume; Ils sont consternés devant l'indifférence sinon la carence de leurs protecteurs naturels — les autorités françaises... chose bizarre autant que déplorable, des Malgaches s'adressent aux autorités britanniques pour demander secours"[1].

Une génération plus jeune de militants du mouvement d'émancipation, plus au fait des changements en train de s'opérer dans le monde, adopta une stratégie plus sophistiquée. Des contacts secrets eurent lieu avec les autorités britanniques sitôt installées. Ces dernières avaient intérêt à se garder de ce côté là aussi, ne serait-ce que pour maintenir la paix sociale dans la zone. L'absence de contentieux colonial entre les Britanniques et sans doute les vues nouvelles des Britanniques à propos de la colonisation favorisèrent ces contacts. Des contacts furent officialisés après les hostilités. Avant leur départ pour la France, vers la fin de l'année 1945, Ravoahangy et Raseta, nouvellement élus à l'Assemblée Constituante française, remirent un rapport complet au consul britannique de Tananarive sur ces contacts[2] et sur leurs projets. Plusieurs entretiens eurent lieu, d'après ce

1. ARM D 481, lettre au secrétaire général du Gouverneur Général, 3 novembre 1942.
2. PRO, FO 371 60022.

rapport, avec les Services Secrets de l'armée britannique. Raseta, d'après ce rapport daté du 1er juillet 1945, a révélé l'intention des Malgaches d'obtenir l'indépendance par :

"means of passive resistance and go slow tactics already in operation. If this policy does not produce results, open rebellion is contempleted and independant Malagasy gouvernment will be set up. Great Britain would then be asked to furnish economic, financial and administrative advisers and also loan of 10 million pounds in return for which naval and air bases would be granted to Great Britain. If Great Britain does not come to their assistance, the Malagasy government will be obliged to submitt their case to the UND".

Plusieurs personnalités de cette mouvance nationaliste du mouvement d'émancipation cosignèrent une lettre destinée à Churchill et datée du 5 février 1945 (interceptée le 12 juin 1945) ainsi qu'à Jan Smuts. Ces lettres réclamaient l'indépendance de Madagascar[1]. Parmi les signataires, l'on remarque les noms de l'incontournable Joseph Ravoahangy, celui de Paul Ranaivo, l'ancien secrétaire général du P.C.R.M., celui de Randriambololona, le financier du mouvement depuis les années trente, le journaliste Gabriel Razafintsalama, le dentiste Joseph Rakotonirainy qui sera l'un des dirigeants du Mouvement Démocratique pour la Rénovation Malgache, le pasteur Rajaobelina.

Cette lettre ne fut pas la première ni sans doute la dernière. Une pétition, identiquement formulée, fut, par exemple, envoyée aux trois grandes puissances alliées (USA, GB et URSS) le 25 février 1944. La pétition était accompagnée d'un mémoire de 15 pages relatant l'histoire du mouvement d'émancipation[2]. Officiellement, les personnalités membres du mouvement ne demandaient pas une assistance directe comme le financement d'un parti politique ou quelque chose d'équivalent. Les destinataires restèrent, de toutes les manières, très circonscpects. Certaines personnalités se lancèrent dans la reconquête de l'opinion malgache en axant leur argumentation autour du thème de l'indépendance. Ils mirent l'accent sur le déclin de la France et un éventuel appui des Britanniques et des Américains.

A la veille de l'insurrection, le 7 février 1947, l'autre figure montante du nationalisme, l'écrivain-poète Jacques Rabemananjara s'exprimait ainsi à Brickaville, dans la partie orientale de l'Ile[3] :

"Voyez les Français... Ils ont été vaincus par les Allemands qui avaient occupé leur pays pendant quatre ans. Ils ont souffert, carottes le matin, navets le

1. PRO, FO 371 49286.
2. PRO, FO 371 49286.
3. ANSOM Aix-en-Provence, Aff. Pol. C 3257 D 5

soir, sciure de bois mélangée à du blé. Ils ont demandé l'aide des autres nations qui les ont délivrés...".

Quelques jours plus tard, il persistait devant les habitants de Soanierana Ivongo, en majorité des paysans :

"Regardez la France... Vous savez ce que les Allemands donnaient à manger aux Français ? Du rutabaga. Vous ne savez pas ce que c'est. C'est que l'on donne à manger aux chevaux, aux bœufs, ils ont même mangé du son comme les cochons... Toutes les industries sont aux mains des étrangers, pourtant nous pouvons diriger tout cela. Le peuple malgache est le plus intelligent des peuples de couleur, nous sommes aussi intelligents que les Français, les Anglais, les Américains... Vous êtes des imbéciles, on vous amadoue avec du tissu, du savon... on vous berne. Et vous êtes assez bêtes pour crier "Vive la France". N'achetez plus... chez les *Vazaha*, les Chinois... Souvenez-vous de vos ancêtres qui n'avaient pas besoin de tissu, ni de sel et criez "Vive Madagascar".

Pendant le même temps, les élus Raseta, Ravoahangy et Mohamed Cheik (qui représentait les Comores) déposèrent sur la table de l'Assemblée Constituante plusieurs propositions de loi. Toutes réclamaient l'abrogation de la loi d'annexion du 6 août 1896 qui avait transformé Madagascar en colonie française et toutes contenaient des procédures de négociation de l'accession de Madagascar à l'indépendance. Une de ces propositions invitait le gouvernement à organiser un referendum à Madagascar[1] :

"Proposition de résolution :
L'Assemblée Nationale Constituante invite le Gouvernement à faire procéder sous un contrôle parlementaire franco-malgache à un referendum à Madagascar sur les questions suivantes :
- dans le cadre de l'Union française, Madagascar veut-elle être :
- un Etat libre lié à la France par un traité
- un territoire jouissant de l'autonomie politique
- un territoire intégré à la République comme département" ?

La suite est bien connue, les différentes propositions de loi ne seront pas retenues. Les parlementaires malgaches mettront sur pied un parti politique, le Mouvement Démocratique pour la Rénovation Malgache, pour tenter de reconquérir l'indépendance par les voies légales et puis en mars 1947 éclatera une rébellion qui embrasa toute la côte Est et qui sera matée très sévèrement.

Mais déjà durant la période de l'occupation, les rapports des militaires britanniques faisaient état de la possibilité de désordres sociaux importants. La

1. Annexe du PV de la 2e séance du 9 août 1946.

British Liaison Unit (BLU), qui coordonnait les opérations de forces britanniques et sud-africaines à Madagascar, sous la plume du Général Anderson[1] constatait la détérioration rapide des liens entre les administrés et les fonctionnaires français après que les autorités britanniques eurent remis aux Français le pouvoir à Madagascar.

C'est l'environnement dans lequel les entretiens entre les Britanniques et certaines personnalités du mouvement d'émancipation eurent lieu[2]. Mais le Foreign Office demandera la dissolution de la BLU, le 15 juillet 1946, laissant les nationalistes malgaches avec leurs problèmes, du moins officiellement. En tous les cas, les rapports entre les Britanniques et les nationalistes malgaches resteront à partir de ce moment secret. A partir de septembre 1946, les lettres du consulat britannique à Tananarive étaient ouvertes par les services de police français. Les espoirs des nationalistes malgaches de recevoir une reconnaissance officielle de la part des autorités britanniques s'évanouirent avec la disparition de la BLU dont certains membres plus ou moins officieux ne cachaient pas leurs sympathies pour le mouvement nationaliste sinon pour certaines personnalités comme Raseta. Il s'agissait en particulier du colonel Holt, responsable de la BLU qui se chargea de mettre les nationalistes malgaches en contact avec des personnalités de forces alliées et le Haut commandement militaire britannique en Afrique de l'Est. Il faut aussi mentionner le mythique et légendaire personnage du major Morris. Ces militaires et hommes de terrain avaient eu, sans doute, une vision différente de celle des stratèges londoniens. Ils avaient conscience du fait qu'à ce moment-là, la force politique qui était la plus dynamique et qui recèlait le plus de potentiel, avait été constituée par la mouvance nationaliste.

Mais comme les intérêts de la Grande Bretagne en tant que puissance européenne consistaient à ménager la France gaulliste pour sauvegarder l'entente cordiale, la situation à Madagascar exigeait des réponses rapides. La sauvegarde des intérêts de la Grande Bretagne sur le plan international et les contacts ininterrompus avec les élites nationalistes malgaches étaient la source de l'ambiguïté de la politique britannique sur place.

4. La politique britannique

Peut-on parler d'une politique britannique à l'égard de Madagascar, mis à part le fait d'avoir entrepris la conquête de l'île afin de la soustraire aux puissances de l'Axe ? Si sur le plan économique, l'ambiguïté n'avait pas existé puisque Madagascar revint, après 1945, dans l'orbite française (L. Rabearimanana, J. Fremigacci, 1990), par contre, sur le plan politique, les forces en présence avaient été beaucoup plus difficiles à gérer dans leur compétition pour

1. PRO, FO 371 60126.
2. *Ibid.*

le pouvoir. La gestion de ces forces avait été rendue plus complexe par le fait même que les autorités centrales installées à Paris avaient été peu au fait des réalités à Madagascar. Les nouvelles autorités britanniques qui prirent le contrôle de l'île trouvèrent que :

"le personnel administratif, particulièrement en dehors de l'Imerina, est vieux, sans imagination, sans éducation et sans morale"[1].

Elles n'avaient aucunement confiance en ces institutions minées par la corruption et en ce personnel versatile. Pour le Consulat britannique, par exemple, la "Commission mixte franco-malgache *is no more than a gesture to the outer world*"[2]. Il n'était pas difficile de constater à la suite des services du consulat que "Owin to the Vichy regime and the British occupation... French prestige is not very high with the local population"[3].

Comment rassurer les alliés gaullistes sur les intentions britanniques tout en neutralisant les éléments hostiles sans permettre aux nationalistes comme à certains éléments colons sécessionnistes qui semblaient être appuyés en sous-main par les Sud-Africains, de tirer profit de la situation ? [4]. Le Consul britannique à Tananarive traduisait en tous les cas cette situation de la sorte dans un rapport destiné à ses supérieures et daté du 22 décembre 1943[5] :

"Our problem seems to be two fold. We want to put Madagascar wholly into the war so that the Island's heart beats with ours and people here feel themselves involved... in a world wide crusade... and we want to keep Anglo-French relations cordiale...".

La propagande devait jouer un rôle très important dans un premier temps :

"For a long time... the most urgent task of our information services was the sterilisation of Vichy propaganda and the attempt to bring back to the thinking a large group of people... The best way... is... to create a self new respect in the local Frenchmen and to convince them that France might have lost battle but had not lost the war..."[6].

---

1. Rapport du Consul en date du 6 mars 1945, PRO, FO 371 49226.
2. Rapport du 18 mai 1944, FO 371 2478.
3. Rapport du 18 mai 1944, FO 371 2478.
4. PRO, FO 371 67720, 1947.
5. PRO C 9957/C 10 487/7327/17 ; ANSOM, Aix-en-Provence, Aff. Pol. Mad C 2100 D 1, rapport du 22 mai 1944.
6. PRO Report by H.M. Consul General on events from British Occupation, PRO Z 8719/8/69.

Mais de telles mesures étaient largement insuffisantes face à la déliquescence de l'administration qui continuera jusqu'au-delà de la guerre. Entre le 7 mai 1942, date du débarquement à Diégo-Suarez et la dissolution de la BLU, le 15 juillet 1946, qui consacra la fin de la mission britannique à Madagascar, le Consulat britannique assista à la lente mais inexorable détérioration de la situation accentuée par les conséquences de la guerre. Cet état de fait était dû à la progressive dilution de l'Etat et à l'extension de la corruption favorisée par un isolement de plusieurs années. Les Services Secrets britanniques firent, à titre d'illustration, la preuve de l'extorsion (phénomène qui n'est pas neuf) des souscriptions dites "fonds de l'armement pour le Général de Gaulle" et leur détournement par certains hauts fonctionnaires français de l'administration locale[1]. Dans de telles conditions, une purge même lancée avec précaution n'avait aucune chance d'être efficace à moins de renvoyer tous les fonctionnaires français en Métropole. La purge fut déclarée terminée en mars 1946[2]. Le même rapport signala que les fonctionnaires sabotaient les nouvelles mesures prises par l'administration centrale d'après les résolutions de la Conférence de Brazzaville.

Cette déliquescence de l'Etat colonial avait été telle que lorsque le ministre de la guerre avait voulu célébrer "avec un éclat particulier le 50e anniversaire" de la conquête de Madagascar, en octobre 1946, il lui fut ouvertement répondu par le Ministre des Colonies que :

"la forme des manifestations ne correspond pas aux actuelles préoccupations de la politique dans les territoires d'Outre-Mer. Il convient surtout de montrer le développement moral, intellectuel et économique (accompli) en cinquante ans, d'une terre devenue française"[3].

Les fonctionnaires du Ministère des colonies se contentèrent d'éditer en malgache une petite brochure intitulée *Le voyage merveilleux de Lala,* pour faire connaître aux habitants de Madagascar les activités, les traditions, les sites et la culture en France[4]. Face à ce qu'il faut bien appeler de l'apathie de l'administration locale et l'attentisme de l'administration centrale conjugués avec la déliquescence de l'Etat colonial, le mouvement d'émancipation dominé désormais par les nationalistes malgaches comme le parti colonial redoublaient d'efforts pour récupérer l'héritage.

---

1. *Ibid.*
2. *Extortion of subscriptions for "General de Daulle's fonds de l'armement" from native population : cesorship intercepts showing abuses by French Officials*, PRO Z 363/255/69.
3. ANSOM Aix-en-Provence, Aff. Pol. C 2413 D 1.
4. Lettre du Ministre des Colonies au Ministre de la Guerre, 15 oct. 1945, ANSOM, Aix-en-Provence, Aff. Pol. Mad C 2413 D 9.

Plusieurs options s'offraient ainsi aux autorités britanniques pour gérer le pays et préparer l'après-guerre. L'une des options extrême fut sans doute écartée de suite. Elle consistait à prendre en main directement Madagascar. Les autorités britanniques n'en avaient pas reçu le mandat et la France faisait partie des Forces Alliées par l'intermédiaire des Gaullistes. Et il n'était pas dit que les Britanniques, en train de décoloniser par ailleurs, avaient été intéressés par une telle option surtout au vu des rapports alarmistes que les autorités recevaient régulièrement sur la situation économique et sociale de Madagascar[1]. Ainsi, les Britanniques étaient restés très clairs à propos de cette première option impliquant des points sensibles et épineux comme celui de la souveraineté nationale. Sans doute pour montrer leur absence d'arrière-pensées à ce propos, les troupes britanniques refusèrent, par exemple, d'engager des militaires malgaches et ce, dès 1942[2].

La seconde option consistait à confier au parti colonial les rênes du pouvoir. Les Sud-Africains semblaient favorables à une telle option et plusieurs grandes sociétés semblaient pencher en faveur de cette deuxième option[3]. Le journal *L'Avenir de Madagascar*, animé par une équipe de colons tels H. de Buschère, Dussol, etc. qui avait d'abord débuté à Tamatave, était dirigé par C. Silber, un ancien de la LVF, était en faveur de cette option. Tout comme *Tana journal* dont l'un des principaux actionnaires était la famille Fraise. Le journal se demandait dans sa livraison du mercredi 9 juillet 1947, au lendemain de l'insurrection, il est vrai si "les Français d'Outre-Mer en viendront, peut-être, à se demander si un jour il ne vaudrait pas mieux qu'ils s'administrent eux-mêmes".

Cette deuxième option ne présentait pas que des avantages pour les Britanniques. Un Etat ségrégationniste aurait été le résultat logique d'un tel choix et une telle option aurait de toutes les manières mis à mal la cordialité des liens entre la France gaulliste et la Grande Bretagne. De plus, la défense de la démocratie qui avait été l'armature idéologique de la croisade antinazie aurait sans doute pâti

---

1. ANSOM, Aix-en-Provence, Aff. Pol. Mad C 2100 D 1
2. *Economic position : danger of inflation... situation brought up by the policy of the former Vichy Administration and the British blockade*, PRO Z 10283/126/17. *Economic situation : various reports*, PRO Z 3418/ Z 675/ Z 3526/ Z 4668/ Z 5063/Z 5098/ Z 10316/263/69.. *Economic report for 1944*, PRO Z/8095/ Z 10.482/263/69.
   En 1939, Tamatave avait accueilli 130 bateaux, en 1942, ce chiffre était tombé à 14. Sur place, les cours des produits d'exportation se sont effondrés. Les paysans échangeaient, par exemple, un kilo de café contre un kilo de riz (Chambre de commerce de Tamatave, séance de mai 1940). La conséquence fut un effondrement des recettes douanières ce qui entraînait immanquablement une augmentation des impôts directs donc un risque d'explosion sociale. Et comme le commerce d'import-export avait été monopolisé par trois sociétés, le marché noir devint florissant. Un mètre de tissu laine arrivait à Madagascar à 50 francs et était revendu à 140 francs (Conseil d'Administration des Délégation Economique et Financières, séance du 9 avril 1941).
3. PRO, FO Z 8994/ Z 10492/23/17. *Question of recruitment of Malagasy for British Forces : political objections.*

de la création d'un Etat ségrégationniste de plus dans la région, d'autant plus que les partenaires politiques dans une telle opération auraient été plus que douteux. Quoiqu'en général, la haute politique ne s'embarrasse pas de tels détails.

Restent alors les deux options principales. D'une part, faire du neuf avec du vieux. C'est-à-dire reprendre l'ancienne administration et tenter de la remettre sur pied, en attendant que les Gaullistes s'implantent définitivement en France. Il suffirait aux Britanniques à Madagascar de courber le dos en attendant et de limiter la casse au maximum. Option sans panache ni inventivité mais ô combien pratique et commode. D'autre part, les Britanniques auraient pu confier le pouvoir aux Malgaches[1]. Le système de l'*indirect rule* avait montré une certaine efficacité dans de nombreuses parties du monde. Et les Britanniques avaient un certain nombre d'atouts. Outre le fait qu'ils contrôlaient le pays de bout en bout, ils étaient en contact étroit avec les élites nationalistes et les missions anglicanes et protestantes auraient pu être d'un secours certain. De plus, il n'y avait pas de contentieux colonial entre les Britanniques et les Malgaches, du moins ils étaient loin.

La BLU fut chargée d'organiser les contacts qui avaient été sans doute favorisés par les accointances entre les intellectuels anti-colonialistes malgaches et les missionnaires religieux anglais. Composée de six officiers dont le Colonel Holt et de neuf administratifs, la BLU était aussi une sorte de service de renseignements et de coordination entre les différents décideurs politiques civils et la hiérarchie militaire.

La BLU, dans un premier temps, avait été chargée de collecter des informations sur un pays que les autorités militaires britanniques ne connaissaient que peu ou prou. Les nécessités de maintien de l'ordre la mirent hors de portée des préjugés et autre a priori. Aussi n'hésita-t-elle pas à prendre contact avec toutes les personnalités et forces qui pouvaient avoir une certaine influence dans la vie politique malgache. Les élites nationalistes malgaches étaient

1. Il s'agit là d'une hypothèse. Il reste à la confirmer à travers les archives sud-africaines concernant la question. Cette hypothèse est néanmoins basée sur certains éléments tirés des sources britanniques PRO FO C/3357 C/10437/7327/17. *Question of attitude of Union of South Africa Government.* Les Britanniques semblèrent en tous les cas maîtres de la situation et ne donnèrent aux Sud-Africains aucune lattitude pour poursuivre dans ce sens si tel avait été vraiment leurs intentions, ce qui reste à prouver formellement. En tous les cas, il est difficile d'imaginer les intérêts immédiats que les Sud-Africains pouvaient tirer d'un contrôle direct de Madagascar. L. Rabearimanana et J. Fremigacci (1992, 165) soutiennent quant à eux que "des armes arrivent d'Afrique du Sud" trafic qui bénéficia surtout aux hommes d'affaires des villes et aux planteurs des régions côtières. "On ne sait trop s'ils entendent mater les nationalistes malgaches ou veulent plutôt se séparer de l'administration française locale. Peut-être les deux à la fois".

évidemment incontournables[1]. Ravoahangy qui apparaissait de plus en plus comme un vieux briscard de la politique, rédigea, partiellement pour la BLU, un rapport sur la situation politique de Madagascar. Il tenta de le publier en 1946[2].

Par la suite, la BLU devint l'intermédiaire privilégié des autorités britanniques dans leurs contacts avec les nationalistes malgaches et inversement. Un personnage particulier joua un rôle important dans ces contacts même après la fin du mandat des troupes britanniques. Il s'agit du Major Morris dont les archives n'ont évidemment pas gardé les traces des activités.

Le Major Morris fut membre de l'Allied Military Mission. Officiellement, après sa retraite, il décida d'aller s'installer à Madagascar[3]. On y trouve sa trace vers 1945 mais il y était sans doute bien avant. En effet, le colonel Holt, dans un rapport daté du 1er juillet 1946 destiné au Consul britannique à Tananarive et aux autorités militaires de l'Afrique de l'Est, fit l'historique des liens de la BLU avec les élites nationalistes malgaches[4]. D'après ce court document (quatre pages), le Major Morris avait rencontré à trois reprises Raseta. Toujours d'après le même document dont certains renseignements semblent confirmer les sources françaises[5], Ravoahangy et Raseta avaient à plusieurs reprises contacté secrètement la BLU et le Major Morris avait été dans la plupart des situations le personnage central.

Lors de l'insurrection de 1947, Jules Rakotomalala qui avait résité à Tuléar, a été arrêté le 1er avril 1947 et interné à Antanimora. Torturé par les services du tristement célèbre Commissaire Baron dans la nuit du 12 au 13 avril 1947, il fut jugé et condamné le 30 mai 1947. Il a été un des proches collaborateurs du Major Morris et voyait épisodiquement le consul sud-africain avant l'insurrection[6]. En fait, il a été le secrétaire particulier de Raseta et à ce titre s'était chargé d'assurer la liaison entre les Britanniques et les députés partis en France en septembre 1946. Avant cela, il avait fait partie du personnel administratif de la BLU en tant que secrétaire à Tuléar[7]. Toujours d'après les services de police française, le généralissime Samuel Rakotondrabe, fusillé au lendemain de l'insurrection, ou plutôt à la veille du procès dit des parlementaires, aurait été en contact depuis longtemps avec le Major Morris[8].

Les contacts entre les services secrets britanniques et les élites nationalistes malgaches sont indéniables. Dans quelle mesure ces contacts cachèrent une réelle volonté de soutenir les nationalistes malgaches ? Et dans

---

1. PRO FO Z 3918/22/17, *Future administration, view of Mr Ebone proposed native administration.*
2. PRO FO 371 60126.
3. ANSOM, Aix-en-Provence Br 1391 B.
4. PRO FO 371 67720, rapport du 14 mai 1947.
5. PRO FO 371 60082.
6. ANSOM, Aix-en-Provence, Aff. pol. C 3257 D 15.
7. PRO FO Z 6525.
8. ANSOM, Aix-en-Provence, Aff. pol. C 3257 D 15.

quelle mesure certaines dispositions prises par les autorités françaises n'avaient pas pour but d'éradiquer les ramifications des Services Secrets britanniques à Madagascar ?

Les Britanniques reconnurent l'implication du Major Morris dans ces contacts avec les nationalistes et partant avec certains chefs des rebelles de 1947. Cependant les responsables officiels nièrent le fait que ces contacts aient eu lieu dans le cadre d'une mission officielle. Aussi ne protestèrent-ils guère lorsque le Major Morris fut expulsé de Madagascar. Lake, le Consul britannique à Tananarive, se félicita même dans une lettre datée du 7 avril 1947[1], que les Français aient pu trouver cette option peu onéreuse du bouc émissaire pour ménager l'entente cordiale :

"The only way to appease French public opinion on such occasion (l'insurrection) *is to offer a scape goat as a sacrifice "foreign intervention" is an old favorite in recent Madagascar history... This appears to be Major Morris, the former Second in Command of the Military Mission who... became involved with Madagascar nationalism during his stay in the island".*

Si les Britanniques envisagèrent pendant un moment l'option de jouer la carte des nationalistes malgaches, il est certain cependant que leur but principal et évident avait été de maintenir l'ordre pendant le temps de leur mandat et de garder Madagascar dans l'orbite alliée. D'ailleurs, les autorités coloniales françaises firent de même, quelques temps plus tard dans le même but de maintien de l'ordre en dépêchant les parlementaires MDRM auprès de la population passablement échauffée (F. Raison-Jourde, 1999).

Dès 1945, le colonel Holt et le Général Anderson avaient déjà préétabli un plan pour mater avec les troupes britanniques toute éventuelle insurrection à Madagascar[2]. Ils connaissaient la situation et n'avaient pas pris à la légère les remarques des parlementaires malgaches qui les avaient prévenus avant leur départ à la fin de l'année 1945 en France[3]. Bien avant l'insurrection, le consulat britannique avait établi la carte de localisation des 300 sujets de la Reine résidant à Madagascar, ainsi le plan de leur évacuation par air[4]. L'expulsion du Major Morris, précédée un an plus tôt par la dissolution de la BLU, fut le signe majeur de l'abandon de cette option qui aurait consisté à remettre le pouvoir aux nationalistes malgaches. Le Major Morris et ses amis malgaches firent les frais de l'abandon de cette politique.

---

1. PRO FO 371 67720.
2. PRO FO 371 60082.
3. *Ibid.*
4. PRO FO 371 67721.

Quel avait été l'état d'esprit de Lake, le Consul britannique à Tananarive, lorsqu'il rendit compte à ses chefs du fait que Baron de la Sûreté, utilisait les "méthodes de la Gestapo"[1] en torturant les suspects et les prisonniers politiques impliqués de près ou de loin dans l'insurrection ? Parmi ces derniers se trouvaient des proches collaborateurs du Major Morris que le Consul avait dû, ne serait-ce que croiser au début ou à la fin d'un entretien secret dans les locaux de la BLU ou ailleurs. En tous les cas, il reçut et fit parvenir à ses supérieurs "la déclaration officielle de la Nation malgache" qui lui fut transmise le 24 juin 1947 ainsi qu'une lettre destinée à l'ONU[2], dénonçant la rébellion comme une provocation policière destinée à abattre le MDRM. Quelques lettres de personnalités torturés par Baron lui parvinrent ainsi que les témoignages des missionnaires britanniques[3]. Officiellement, les Britanniques et leurs alliés n'avaient rien à voir avec l'insurrection[4]. L'entente cordiale était sauve et les Britanniques avaient réussi à sauvegarder des liens amicaux avec les Malgaches. Dans un télégramme du Ministère des Affaires Etrangères français au Foreign Office, au lendemain de l'insurrection[5], les autorités françaises constatèrent qu'à part quelques exceptions, dès les premiers jours de l'insurrection, les Britanniques n'ont souffert ni dans leurs personnes ni dans leurs biens.

L'option préférée par le Foreign Office avait été de remettre en selle les Français en ayant comme souci la "continuité de l'Etat" et le fait que les Gaullistes vont avoir le pouvoir. Mais que représentaient ces derniers à Madagascar ? En tous les cas, ceux-ci vont hériter d'une situation qui ira en empirant. Marius Moutet[6] constatait qu'en 1946 :

"en moins d'un an, soixante procès furent intentés pour violence envers des commissaires de police, pour manœuvres et actes de nature à provoquer la haine du gouvemement français et cent cinquante procès furent intentés pour actes de violence et de rébellion".

Partout le désordre régnait. La purge n'avait éliminé que les éléments les plus en vue. Les réformes tardaient à venir dans une ambiance survoltée par les déclarations anticolonialistes des deux grandes puissances victorieuses reprises à Madagascar par les nationalistes. L'impatience aura tôt fait de transformer la violence pour causes économiques en violence politique. Le Mouvement Démocratique pour la Rénovation Malgache était en train de se structurer et

1. PRO FO 371 67721.
2. PRO FO Z 6525.
3. *Ibid.*
4. PRO FO Z 3290/3290/17 C file/ Z 6295/398/17/5317 - 1947. *Insurrection, guerilla warfare, alleged rebel aid from South Africa and UK, activities of Major Morris, position of British subjects, arrest of native leaders, allegation regarding British Mission.*
5. PRO FO 371 67722 A.
6. Débats à l'Assemblée Nationale, 9 mai 1947.

n'était pas du tout en mesure de canaliser un tel phénomène malgré l'appui que le nouveau Gouverneur Général De Coppet lui accordera avec parcimonie.

Un rapport secret daté du 20 octobre 1945[1] émanant du Ministre des Colonies et destiné à tous les Gouverneurs généraux résume assez bien la situation et l'état d'esprit des responsables français au lendemain de la guerre :

"Il ne faudrait pas sous l'influence des événements... en arriver à cette déduction dangereuse et précipitée que les Anglais et les Américains méditent de nous expulser d'Afrique... C'est parce qu'il est malade qu'Anglais et Américains, en médecins qui pourraient devenir abusifs, s'intéressent... à notre Empire... La vérité est que le colonialisme est condamné... Mais à ces facteurs s'ajoutent des particuliers : notre défaite en 1940, l'armistice, la politique de Vichy, l'affaissement militaire, économique et diplomatique... La présence des Américains..., de leur force, richesse... en contraste avec notre pauvreté actuelle... Nous nous trouvons dans l'obligation de prouver que la France vit avec son temps...".

Mais à Madagascar, la France en avait-elle les moyens matériels et les hommes ? L'intervention britannique a révélé les carences, l'insurrection dont l'éclatement et l'issue avaient été prévus par les Britanniques de longue date, aura été un épisode inutilement violent dans l'histoire des relations entre la France et Madagascar. Les Britanniques n'ont pas voulu s'ingérer dans ces relations. Cependant, ils se sont contentés d'indiquer une voie à suivre : traiter avec les nationalistes. Marcel de Coppet commença à s'y employer dans l'esprit qui caractérisa les gouvernements métropolitains issus de la Résistance mais les forces rétrogrades avaient été trop puissantes à Madagascar.

BIBLIOGRAPHIE

ANNET A., *Aux heures troubles de l'Afrique française,* éd. du Conquistador, Paris, 1952, 251 p.

ARKADY F., IJutro na Madagascar (demain Madagascar), ed. Roj, Varsovie, 1939, 277 p.

BACH D.C., *La France et l'Afrique du Sud,* (Histoire, mythes et enjeux contemporains), Credu, Karthala, Paris, Nairobi, 1939, 432 p.

BOITEAU P., "Moramanga, l'Ouradour malgache", *La Nouvelle critique,* revue du marxisme militant, 1954, n° 51, pp. 54-76.

DOWER GANDAR M.C., *Into Madagascar,* Penguin book, London, 1943, 211 p.

FRANCOIS P., *Pour une économie de guerre à Madagascar,* Impr. Off., Tananarive, 1943, 4 p.

1. PRO FO 371 67721.

LABROUQUERE A., "De l'Empire français à l'Union française, la politique coloniale du socialisme", *La Revue Socialiste*, oct. 1946, pp. 477-482.

MORTIMER E., France and the Africans, 1944-1960, a political history, Fabian, London, 1969, 390 p.

RABEARIMANANA L., "Les Malgaches et l'idée d'indépendance de 1945 à 1956", *Colloque : prodromes de la décolonisation*, IHTP, 1984.

RAISON-JOURDE F., "Une rebellion en quête de statut : 1947 à Madagascar", *Revue de la Bibliothèque Nationale*, 1989, 34, pp. 24-32.

RAMAMONJA G., *Etudes sur les possibilités d'un Gouvernement malgache indépendant*, Ny Ambaniandro, Tananarive, 1945, 10 p.

RANDRIANJA S., *Le Parti Communiste de la région de Madagascar*, Les origines du socialisme malgache, Foi et Justice, Tananarive, 1989, 170 p.

RAVOAHANGY J., *La situation à Madagascar*, 1946, 20 p.

RAZOHARINORO-RANDRIAMBOAVONJY, "Note sur Madagascar pendant la Deuxième Guerre mondiale : la question du riz", *Bulletin de Madagascar*, 1971, n° 305-306, oct.-nov., pp. 320-368.

RIGGE S., 1980, *War in the Outposts*, Time Life, Virginia, 1980, 208 p.

SAINT-MART P. de, "Discours à l'occasion de l'ouverture des délégations économiques et financières", Commission permanente, décembre 1943, Impr. Off, Tananarive.

Ministère de l'information, Direction des informations, ""Les réalisations de la France combattante à Madagascar et à La Réunion, *Notes documentaires et études*, n° 25, 27 février 1945.

Madagascar 1946-1956, Tananarive, Impr. Off., 1957, 91 p.

"Quelques renseignements statistiques pour la période 1939-1944, sur Madagascar", *Bulletin mensuel des Statistiques coloniales*, (supplément de la série *Etudes*, 5, 32 p.

La Revue de Madagascar, Numéro spécial du cinquantenaire, août 1945, octobre 1945, janv. 1946, Impr. Off., Tananarive 1945, 183 p.

P.V. des séances de la Commission Permanente du *Conseil Représentatif de Madagascar et Dépendances*, séances du 25-27 avril et 21 juin 1946, Tananarive, Impr. Off., 133 p.